



Nations Unies

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité

CS/9053

Conseil de sécurité

5701^e séance – matin

CONSEIL: LE COORDONNATEUR POUR LE PROCESSUS DE PAIX AU MOYEN-ORIENT DEMANDE AUX NATIONS UNIES D'APPORTER DES SOLUTIONS CONCRÈTES À LA SITUATION HUMANITAIRE À GAZA

Le Conseil de sécurité a entendu, ce matin, un exposé de M. Michael C. Williams, Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, sur la situation dans la région, y compris la question palestinienne. M. Williams a indiqué aux membres du Conseil que ceux-ci se réunissaient aujourd'hui dans un contexte de crise dans la région, marquée notamment par l'effondrement du Gouvernement d'unité nationale de l'Autorité palestinienne et la déclaration, par le Président Abbas, de l'état d'urgence, ainsi que par les menaces pesant sur la stabilité du Liban.

« Si les récents développements dans la région sont inacceptables et doivent être condamnés, Gaza et la Cisjordanie forment toujours un seul territoire palestinien légalement administré par une seule autorité palestinienne », a cependant rappelé le Coordonnateur spécial. Selon lui, il est désormais vital qu'Israël et la communauté internationale apportent tout leur appui politique et financier au Président Abbas, en commençant par débloquer la totalité des recettes fiscales palestiniennes.

En outre, M. Williams a plaidé pour que les Nations Unies jouent pleinement leur rôle dans la recherche de solutions concrètes pour sortir le peuple palestinien de l'isolement et d'une crise humanitaire dont la gravité, a-t-il dit, ne doit pas être éclipsée par des considérations politiques.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Exposé

M. MICHAEL C. WILLIAMS, Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, a souligné que depuis l'Accord de La Mecque, signé en février dernier, il était clair que le Gouvernement d'unité nationale de l'Autorité palestinienne était en péril, l'Accord n'ayant abouti ni à l'intégration d'une sécurité commune et de structures politiques adéquates, ni à la levée des mesures israéliennes et internationales contre le Gouvernement palestinien en place depuis les élections de janvier 2006. M. Williams a également noté que le cessez-le-feu décrété par le Président Abbas le 27 mai pour mettre fin aux violences survenues à travers Gaza et la Cisjordanie entre Israël et les militants du Hamas, n'avait jamais été mis en œuvre.

M. Williams a expliqué que ces événements avaient été rattrapés par ceux survenus la semaine dernière, au cours de laquelle l'aile armée du Hamas a pris le contrôle de la bande de Gaza après une violente insurrection contre la présidence de l'Autorité palestinienne. Les opérations du Hamas, a-t-il fait remarquer, étaient bien planifiées et menées, surpassant largement les forces présidentielles et les militants du Fatah.

Le Coordonnateur spécial a également noté que les combats avaient été marqués par de graves violations des droits de l'homme et du droit humanitaire, y compris des exécutions sommaires et des attaques contre des hôpitaux et des véhicules de l'ONU.

M. Williams a ajouté que les combats avaient entraîné des mouvements de populations, des centaines de militants du Fatah et de simples civils cherchant à fuir les violences, et eu des répercussions en Cisjordanie, où des affrontements ont éclaté à Naplouse et à Ramallah. Il a rappelé qu'en conséquence, le 14 juin, le Président Abbas avait dissous le Gouvernement de l'Autorité palestinienne en place et décrété l'état d'urgence pour une durée de 30 jours.

Signalant qu'à ce jour, la situation dans la bande de Gaza restait tendue, le Coordonnateur spécial a indiqué que, le 15 juin, le Quatuor avait exprimé son soutien au Président Abbas et à toutes les institutions palestiniennes légitimes. Après la formation du nouveau Gouvernement, l'Union européenne et les États-Unis ont en outre annoncé leur intention de rétablir leur aide à l'Autorité palestinienne. M. Williams a ensuite relevé que, le 17 juin, le Secrétaire général de l'ONU avait reçu du Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, la garantie qu'Israël allait examiner les options concernant la reprise des transferts des revenus sur les taxes et la levée significative de certaines restrictions de mouvement en vigueur en Cisjordanie.

De l'avis du Coordonnateur spécial, maintenant que la situation à Gaza est plus ou moins stable, il est urgent de rétablir l'aide alimentaire et en équipements médicaux fournie par les institutions humanitaires de l'ONU. Les réserves de vivres et d'articles de première nécessité diminuent chaque jour, a déclaré M. Williams, ajoutant que toutes les parties avaient exprimé leur ferme intention de faire en sorte que soit maintenu l'envoi de produits alimentaires de base à la population de Gaza.

Le Coordonnateur spécial s'est ensuite intéressé à l'actualité politique en Israël, où, a-t-il déploré, les activités de peuplement se poursuivent en violation de la Feuille de route, notamment de nouvelles constructions près de la Mer noire et au nord de la Cisjordanie. Évoquant ensuite sa visite en Syrie le 14 juin, M. Williams s'est déclaré impressionné par la volonté affichée par le Gouvernement syrien de voir débiter des négociations de paix avec Israël. Il a également salué les récents entretiens entre le Secrétaire général de l'ONU et le Premier Ministre israélien, au cours desquels M. Ban Ki-moon a souligné la nécessité de résoudre la situation humanitaire à Gaza, d'œuvrer aux côtés du Président Abbas et de saisir, dans le cadre de l'Initiative de paix arabe, toutes les opportunités en faveur de la paix dans la région.

Pour ce qui est de la situation au Liban, M. Williams a noté que la sécurité n'avait cessé de se dégrader au cours des derniers mois. Il a notamment évoqué à ce sujet l'intensité des combats qui, depuis cinq semaines, opposent au nord du Liban les Forces armées libanaises à des éléments du Fatah El Islam.

« Les conditions humanitaires dans la zone proche du camp de Bedaoui restent difficiles », a encore dit le Coordonnateur spécial, qui a toutefois indiqué que, selon l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), les besoins en vivres et en équipements médicaux étaient pour l'heure satisfaits. Il s'est en outre réjoui que la communauté internationale ait répondu promptement à l'appel éclair de 12,7 millions de dollars lancé par l'Office.

En ce qui concerne le Tribunal spécial pour le Liban, M. Williams a indiqué que les Nations Unies n'avaient toujours pas reçu de notification écrite du Gouvernement libanais indiquant que les exigences constitutionnelles avaient été remplies pour permettre l'entrée en fonctions du Tribunal. Enfin, le Coordonnateur spécial a indiqué que le Secrétaire général de l'ONU condamnait les attaques au Sud-Liban ainsi que les nombreuses violations de l'espace aérien libanais par Israël visant à « déstabiliser le Liban ».

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel